

Premiers signes de détente

Les relations avec la Turquie vont continuer à préoccuper la France et l'Allemagne

Par Delphine Nerbollier*

» Comment les relations politiques entre l'Union Européenne et la Turquie vont-elles évoluer ? Cela va largement dépendre de la volonté de l'Allemagne et de la France à s'accorder davantage sur leur politique vis-à-vis d'Ankara. Or les frustrations à l'égard de ce partenaire difficile ont été particulièrement amplifiées en Allemagne qui entretient des relations historiques très étroites avec la Turquie. La France, elle, fait preuve d'un détachement beaucoup plus grand face au régime autoritaire du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Après deux années de tension et d'escalade politique, des signes de détente avec la Turquie apparaissent petit à petit. Le 5 janvier dernier, le président Recep Tayyip Erdogan est reçu à Paris par son homologue français Emmanuel Macron. La dernière visite officielle en France de l'homme fort d'Ankara datait de novembre 2015. Dans le même temps, le gouvernement turc dit vouloir « normaliser ses relations » avec son allié stratégique qu'est Berlin, et libère, le 16 février, le journaliste germano-turc, Deniz Yücel, après une année d'incarcération.

Salué, ce début de détente ne signifie toutefois pas encore le retour à la normale des relations avec Ankara. La tension et les frustrations accumulées mettront du temps à disparaître. L'Allemagne, en particulier, ressort très échaudée, elle qui est passée en moins de deux ans de principal partenaire à « meilleur ennemi » de la Turquie, pour reprendre les termes de Recep Tayyip Erdogan. Elle ne cache pas sa frustration et sa déception.

Des liens étroits avec la communauté turque

L'intensité de la crise entre Ankara et Berlin s'explique par la nature même de leurs relations, histo-

riquement très denses. Déjà au XIX^{ème} siècle, l'empereur Guillaume II signait une alliance militaire avec l'empire ottoman. Après la Seconde guerre mondiale, les nouvelles Républiques, allemande et turque se retrouvent alliées au sein de l'OTAN et signent, en 1961, un accord permettant à 900 000 Turcs de travailler en Allemagne comme « Gastarbeiter » autrement dit « travailleurs invités ». Aujourd'hui, l'Allemagne compte la plus grande diaspora turque au monde, avec trois millions de citoyens originaires d'Anatolie. Cette interconnexion sociale se reflète au niveau économique, l'Allemagne étant l'un des plus gros investisseurs étrangers en Turquie.

Conséquence : chaque crise politique et économique se répercute auprès des Turcs d'Allemagne, comme en 2005, lorsqu'Angela Merkel douche les espoirs européens d'Ankara et se prononce pour un partenariat privilégié en lieu et place d'une adhésion pleine et entière. La récente dérive autoritaire du président Recep Tayyip Erdogan, engagée depuis 2013, ravive elle aussi les lignes de clivage de cette communauté, entre Kurdes et Turcs, sunnites et alévis, laïcs et religieux, pro et anti-Erdogan. Quant au niveau diplomatique, jamais autant de différends ne se sont accumulés que ces deux dernières années.

* Delphine Nerbollier est journaliste indépendante à Berlin et correspondante du quotidien français *La Croix*.



Istanbul : entre tradition et modernité

L'année 2016 marque un tournant pour les relations entre les deux capitales

Tout commence avec le dépôt d'une plainte, devant la justice allemande, par le président turc en personne, contre l'humoriste Jan Böhmermann. Ce-dernier a publié un poème satirique sur le président turc, qui, selon Erdogan, porte atteinte aux droits de la personne. En juin de la même année, le vote par les députés du Bundestag, d'une loi reconnaissant le génocide arménien de 1915, soulève la fureur d'Ankara. Celle-ci y voit un coup de poignard dans le dos porté par un partenaire stratégique. C'est dans ce contexte tendu qu'à lieu, le 15 juillet 2016, une tentative de coup d'Etat contre le gouvernement turc. Les diplomates européens sont pris de court. Berlin, tout comme les autres capitales, condamne cette atteinte à la démocratie mais appelle Ankara à respecter l'Etat de droit dans sa réponse aux putschistes. En vain. La tendance autoritaire de Recep Tayyip Erdogan, qui avait commencé avec la répression des manifestations pacifiques de Gezi en mai 2013, prend une toute nouvelle dimension. S'en suivent purges

et arrestations, dans l'armée et l'administration, l'instauration de l'état d'urgence – toujours en place – le musellement de la presse d'opposition et l'incarcération de centaines d'académiciens et de journalistes. En avril 2017, Recep Tayyip Erdogan fait en sorte, via un référendum constitutionnel, de renforcer les pouvoirs présidentiels et d'affaiblir davantage la séparation des pouvoirs dans le pays.

Face à la dégradation évidente de l'Etat de droit en Turquie, le gouvernement d'Angela Merkel réagit d'abord, comme à son habitude, avec retenue. Consciente qu'une escalade diplomatique pourrait causer des dégâts en termes économiques et renforcer la tension parmi les Turcs d'Allemagne, Berlin répugne à s'immiscer dans les affaires intérieures de son partenaire. Cela lui vaut les critiques de l'opposition et des organisations de défense des droits de l'homme qui dénoncent une politique trop pragmatique, faisant fi des principes et des valeurs démocratiques. Jusqu'au jour où, malgré elle, l'Allemagne se retrouve directement affectée par les changements politiques en Turquie.

Coup d'éclat après le coup d'Etat en Turquie

À la suite du coup d'Etat raté, Berlin voit en effet frapper à sa porte plusieurs centaines de militaires, diplomates et fonctionnaires turcs qui lui demandent l'asile politique. Angela Merkel refuse de les livrer aux autorités d'Ankara et favorise, en parallèle, l'accueil d'une centaine d'académiciens et journalistes, eux aussi dans le viseur du régime. Recep Tayyip Erdogan accuse Berlin de protéger des terroristes.

Le conflit empire avec l'arrestation en Turquie d'une douzaine d'Allemands – pour la plupart détenteurs d'un double passeport. Le cas du journaliste Deniz Yücel et celui de l'activiste d'Amnesty International Peter Steudtner, accusés de liens avec des organisations terroristes et arrêtés, sont violemment critiqués dans les médias et au sein de la classe politique allemande « La Turquie quitte le socle des valeurs européennes », constate en juillet 2017, Sigmar Gabriel, alors ministre allemand des Affaires étrangères.

En mars 2017, les autorités allemandes interdisent les meetings électoraux prévus en Allemagne par des membres de l'AKP dans le cadre de la campagne pour le référendum constitutionnel. Le gouvernement envoie en même temps un signal fort à son opinion publique, très critique envers Recep Tayyip Erdogan, et cela, à l'approche des élections législatives de septembre en Allemagne. À Ankara, le président turc fulmine et compare le gouvernement d'Angela Merkel à l'Allemagne nazie.

Berlin prendra aussi certaines mesures économiques. Elle limite les garanties d'Etat aux investisseurs et renforce ses mises en garde pour les Allemands qui souhaitent se rendre en Turquie. Le coup est rude pour le tourisme turc déjà plombé par de nombreux attentats islamistes et par la tentative de coup d'Etat. Enfin, Berlin agit au niveau militaire. En juillet 2017, l'Allemagne retire ses soldats de la base militaire turque d'Incirlik et les délocalise en Jordanie, d'où ils participent aux opérations en Syrie. La présence de ces soldats a

toujours été un point de litige entre Ankara et Berlin. La Turquie a notamment interdit à des députés allemands de rendre visite aux troupes stationnées à Incirlik, et ce en guise de réaction à la résolution du Bundestag qui reconnaissait le génocide arménien de 1915. Ce thème a également été utilisé comme moyen de pression quand Ankara a demandé un assouplissement du régime des visas.

Jamais le fossé entre les deux alliés n'a été aussi grand qu'aujourd'hui

De l'autre côté du Rhin, à Paris, on observe la situation politique en Turquie avec plus de détachement. Certes Paris, comme Berlin, s'inquiète de la dérive autoritaire et antidémocratique de la Turquie. Elle-même est contrainte d'intervenir, à l'été 2017, pour obtenir la libération du journaliste français Loup Bureau. Elle tente aussi d'obtenir l'arrêt des poursuites judiciaires contre une dizaine d'académiciens de l'université franco-turque Galatasaray d'Istanbul.

Toutefois la tension reste limitée car Paris et Ankara entretiennent des relations moins passionnelles que Berlin. La France ne compte que 700 000 personnes d'origine turque, à l'influence limitée. Français et Turcs avouent ainsi souvent mal se connaître. Les soubresauts politiques internes à la Turquie ont donc un impact limité sur la société française. Lors du référendum constitutionnel de 2017, Paris choisit donc d'autoriser les meetings électoraux de responsables turcs et prend ainsi le contre-pied de ses voisins allemand, néerlandais et belge. Cela montre une fois de plus qu'il n'existe pas de ligne européenne commune.

La retenue de Paris s'explique aussi par la vague d'attentats terroristes de 2015 qui replace la Turquie au centre du jeu en matière de lutte contre le terrorisme islamiste. Le président français de l'époque, François Hollande, relance la coopération avec les services de police et de renseignements turcs. Cela marque la fin de l'influence négative de l'ère Sarkozy sur les relations bilatérales. En 2005, l'ancien chef d'Etat s'était positionné, avec Angela Merkel, contre l'adhésion européenne d'Ankara.

Dans un monde en plein changement, la Turquie est incontournable

Avec le conflit syrien, les tensions avec la Russie, et l'incertitude entourant la politique américaine, la diplomatie française prend aussi conscience des risques que représenterait une perte de la Turquie pour le camp occidental dans le combat contre le terrorisme islamiste et d'autres questions sécuritaires. Davantage impliquée que l'Allemagne au Proche Orient, Paris mise par nature sur les outils diplomatiques dans sa relation avec Ankara. Elle la pousse ainsi à davantage s'engager pour la paix et la soutient dans le processus d'Astana, la capitale du Kazakhstan où des négociations de paix réunissent les parties au conflit syrien. Et si Paris – comme Berlin – hausse le ton en mars 2018 lorsque les troupes turques s'emparent de la ville kurde d'Afrin, en Syrie, c'est sans réagir sur le terrain. Dans un monde en plein changement, les intérêts communs avec Ankara s'avèrent primordiaux.

Berlin aussi est consciente du rôle incontournable que joue la Turquie, malgré les divergences qui existent avec son chef, Recep Tayyip Erdogan. En Allemagne, c'est la question migratoire qui prédomine depuis 2015 et qui redonne à Ankara une carte à jouer. En mars 2016, alors que 890 000 réfugiés viennent d'arriver en Allemagne,

Angela Merkel se fait l'architecte d'un accord migratoire entre l'Union européenne et la Turquie. La chancelière s'attire les foudres des défenseurs des droits de l'homme qui l'accusent de traiter avec un dictateur. Deux ans plus tard, Angela Merkel continue de défendre bec et ongles cet accord qui a permis de réduire le nombre de migrants arrivant en Europe, et en Allemagne, via la mer Égée. La chancelière le répète, la lutte contre l'immigration illégale et contre le terrorisme islamiste ne peuvent réussir qu'en coopérant avec la Turquie.

Tout cela n'explique toutefois pas la détente observée ces derniers mois avec Ankara. Celle-ci a été initiée avant tout par un gouvernement turc au abois. Chute du nombre de touristes, réticences croissantes des investisseurs étrangers, inflation record, effondrement de la livre turque : autant de conséquences tangibles des mesures diplomatiques. Les indicateurs économiques sont au rouge, Au niveau diplomatique, l'isolement est quasi total. La Turquie s'est non seulement brouillée avec les Européens – et avec son principal partenaire, l'Allemagne – mais aussi avec les Etats-Unis qui critiquent son intervention en Syrie. En décembre 2017, Recep Tayyip Erdogan en vient donc à cette conclusion: « Nous devons réduire le nombre de nos ennemis, et augmenter le nombre de nos amis ».



© Ute Schaeffer

« La démocratie c'est comme un tramway, une fois arrivé au terminus on en descend » (Recep Tayyip Erdogan)